

SUISSE ARMÉE - Le service obligatoire: un modèle dépassé?

ARMÉE - Obligation de servir, le grand débat. Le GSsA veut abolir le service obligatoire. Denis Froidevaux, président de la Société suisse des officiers, croise le fer avec Tobias Schnebli, membre du comité d'initiative. Alors que le GSsA dénonce une armée trop onéreuse et un recrutement fictif, la Société suisse des officiers pointe le vide stratégique de l'initiative pour l'abrogation de l'obligation de servir, soumise au peuple le 22 septembre prochain.

Face-à-face.



«Le GSsA vit dans un monde de Bisounours», attaque Froidevaux (en bas à gauche et en haut à droite). «L'armée contribue à la sécurité de manière très improbable», rétorque Schnebli. SAM FROMHOLD/LA CÔTE

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIANE IMSAND

Aux yeux du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), le service militaire obligatoire est un modèle dépassé. L'initiative qui sera soumise au peuple le 22 septembre préconise sa suppression au profit d'une armée composée de volontaires. Cet objectif met en évidence deux visions de la politique de sécurité. Tandis que Tobias Schnebli, membre du comité du GSsA, combat une armée jugée surdimensionnée, Denis Froidevaux, président de la Société suisse des officiers, dénonce une initiative «vicieuse» qui cache son véritable objectif: la suppression de l'armée.

M. Schnebli, pourquoi voulez-vous supprimer la conscription?

Tobias Schnebli: C'est un modèle de recrutement et de contrainte qui ne correspond plus à aucune menace crédible à moyen terme. Le résultat est une armée beaucoup trop onéreuse en ressources financières et humaines. Même avec la réduction des effectifs à 100'000 hommes décidée par le parlement, la Suisse disposera encore du même nombre de soldats que l'Autriche, la Norvège, le Danemark et la Suède réunis.

Notre initiative conduira à une réduction supplémentaire des effectifs et mettra fin à un système de recrutement qui n'est plus qu'une fiction puisqu'il exempté déjà près de la moitié des conscrits, voire davantage à Genève et dans le Jura. Par contre, nous ne demandons pas la suppression de l'armée, ni sa transformation en armée professionnelle. Conformément à la Constitution, la Suisse conservera un système de milice.

Denis Froidevaux: Il faut d'abord le dire et le répéter, la sécurité a un coût, au même titre que la santé et la formation. Celui payé dans notre pays semble acceptable. Je ne crois pas une seconde à l'intention avancée. Le but de cette initiative n'est pas de réformer l'obligation de servir mais de supprimer l'armée. Preuve en est l'appellation GSsA. Cela dit, il est faux de prétendre que l'obligation de servir est une fiction. Si l'on additionne le service militaire, la protection civile et le service civil, près de 80% des jeunes gens de la tranche d'âge de 20 ans sont incorporés. Quant aux effectifs, il faut mettre les chiffres en perspective. A l'instant où je vous parle, il y a moins de 4'000 hommes en service. Les 96'000 autres sont à leur travail. Est-ce cela une armée de masse?

TS: Il y a peut-être 4'000 hommes en service, mais l'équipement est prévu pour 100'000. C'est ce qui rend l'armée onéreuse. Par ailleurs, il ne faut pas oublier le coût pour l'économie de 6 millions de jours de service. Cela correspond à quatre milliards de francs par année.

La démarche du GSsA relève-t-elle de la politique du salami? Revenez-vous par la petite porte après l'échec de votre initiative pour la suppression de l'armée en 1989 ?

TS: Le GSsA avait été fondé dans la perspective de ce projet. Après son échec, dans un système nous sommes restés présents sur la scène politique et il est clair que notre idéal n'a pas changé. Cela reste un monde sans armée, à commencer par la Suisse. Mais ce n'est pas ce que demande cette initiative-ci. On nous fait un procès d'intention au lieu de constater que 19 pays européens ont renoncé à la conscription obligatoire au cours de ces vingt dernières années.

DF: Les pays qui ont supprimé ou suspendu la conscription sont dans une configuration géopolitique complètement différente. Ce sont pour la plupart de grands Etats qui disposent d'une population importante, qui ne sont pas neutres et dont la stratégie sécuritaire repose sur un concept d'armée de projection à l'étranger.

TS: Que faites-vous de la Suède qui a supprimé la conscription alors que c'est un pays neutre qui a une population comparable à celle de la Suisse?

DF: Ces pays ont choisi la professionnalisation et pas le volontariat! La Suède est en train de chercher sa voie et rencontre d'énormes difficultés de recrutement. Actuellement, le recrutement pour les armées professionnelles fonctionne mal. En France, on a environ 1,8 candidat par poste et la moitié des personnes engagées ne reconduisent par leur contrat après cinq ans. L'Espagne recrute en Amérique du Sud. Les Anglais promettent des remises de peine aux détenus s'ils s'engagent dans l'armée. Dans un pays aussi prospère que la Suisse, avec un taux de chômage aussi faible, le recrutement est voué à l'échec. Seuls des extrémistes ou des exaltés s'engageront dans un système de volontaria t.

Quels seraient le rôle et la mission de cette armée de volontaires qu'envisage le GSsA ?

TS: L'initiative laisse cinq ans pour répondre à cette question. Nous n'avons pas la prétention de proposer un modèle. Ce que je peux dire, c'est qu'il y a des menaces à prendre beaucoup plus au sérieux que l'invasion militaire, par exemple les attaques informatiques.

DF: Le GSsA vit dans un monde de Bisounours! Il veut nous faire croire que la Suisse est à l'abri pour l'éternité des affres de l'histoire. Ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est par contre, c'est l'extraordinaire vide stratégique de cette initiative. Elle propose un autre modèle, qui n'existe dans aucun pays comparable, et ne dit rien sur sa mise en œuvre. C'est irresponsable. Lorsqu'on parle de

sécurité et de pérennité d'un Etat, on ne peut pas se contenter de discours lénifiants. En fait, la stratégie du GSsA consiste à supprimer l'armée en empruntant un chemin tortueux et vicieux. Première étape: on supprime la conscription obligatoire. Deuxième étape: comme le volontariat n'assure pas des effectifs suffisants, le Conseil fédéral est contraint de proposer un modèle d'armée professionnelle, ce qui suppose une nouvelle modification de la Constitution. Troisième étape: le peuple dit probablement non et le GSsA a atteint son objectif

Pourtant, l'ancien chef de l'armée Christophe Keckeis lui-même propose d'échanger les obusiers blindés contre deux bataillons de hackers...

DF: Peut-être devrait-il observer son devoir de réserve. En matière de défense et de sécurité, il est faux d'opposer les moyens, ils sont complémentaires! Notons par ailleurs qu'en 20 ans, nous sommes passés de 730 chars de combat à 130 alors que les avions de combats passeront de 260 à peut-être 55. Ça fait bien de parler de cyberattaque, mais n'oublions pas que l'objectif est toujours d'affaiblir un Etat, ce qui conduit in fine à un risque de confrontation.

Le GSsA est-il composé de doux rêveurs ?

TOBIAS SCHNEBLI : Le rêve est une composante essentielle de l'action politique. Sans vision à long terme, on est condamné à gérer l'existence. Le rêve d'un monde sans guerre subsistera tant qu'il existera des conflits. Le développement des communications et des échanges montrent à quel point les confrontations militaires sont sans issue. Voyez les exemples de l'Irak et de l'Afghanistan. La sécurité est un besoin fondamental, mais l'armée y contribue de manière très improbable. On réduit aussi les facteurs de risque en garantissant à tous en Suisse et dans le monde un toit, des repas et des soins médicaux. Par ailleurs, nous sommes prêts à nous engager pour la communauté avec un service civil volontaire qui, à la différence du système actuel, doit être ouvert aux femmes. -

DENIS FROIDEVAUX : La sécurité n'est pas un rêve, c'est un besoin de base. C'est la responsabilité numéro un d'un Etat démocratique. I